



Une union pour parler d'une seule voix

Neuf acteurs de la construction et du logement ont fondé l'Union pour le logement en Gironde

Unis face à la crise. Alors que la France traverse depuis maintenant plusieurs années une grave crise de l'immobilier, neuf acteurs du secteur de la construction et du logement ont décidé lundi de s'allier et de fonder l'Union pour le logement en Gironde (ULG).

En son sein, on retrouve l'Association régionale de l'ingénierie d'Aquitaine (Aria), la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI), la Fédération française du bâtiment de la Gironde (FFB 33), la Fnaim 33, le pôle habitat de la FFB Gironde, le Syndicat national de la rénovation (Synar), l'Union nationale des aménageurs (Unam), le Conseil régional de l'ordre des géomètres-experts et la Chambre départementale des notaires de la Gironde.

« Se loger est devenu aujourd'hui un problème de société, nous sommes tous concernés », affirme Jérôme

Banderier, président de l'Union pour le logement en Gironde et président régional de l'Unam. « Cette union, qui regroupe presque tous les acteurs de l'interprofession, nous permet de parler d'une seule voix. Nous voulons rebattre les cartes de l'immobilier dans le département. »

« Se loger est devenu aujourd'hui un problème de société »

L'objectif est alors de peser de tout son poids dans les décisions et d'être l'un des interlocuteurs privilégiés avec les pouvoirs publics. « Nous n'avons plus les moyens d'être figé sur nos positions respectives, poursuit-il. Il faut dépasser les clivages d'intérêt. » Ne voulant pas être qu'une simple « caisse de résonance », l'association souhaite éga-

lement être force de propositions. Chaque trimestre, les acteurs se regroupent pour un travail sur un sujet particulier : renouer le lien public privé, faciliter l'accès à la propriété...

Des chiffres toujours en berne

Il faut dire que malgré une légère amélioration ces derniers mois, l'ensemble du secteur s'avère toujours grippé, et ce, à tous les niveaux. « On est à la fois sur une demande croissante de logement, avec un solde migratoire de plus de 18 000 habitants dans le département, et une courbe descendante de l'offre et de la production de logements neufs, liés à l'obtention toujours aussi longue des permis de construire [environ deux ans], la sous-exploitation des PLU, l'équilibre financier et aux longueurs administratives », développe Sophie Hopensztand, représentante de l'Aria. Ainsi, en 2024 comme en 2023, la production de logements collectifs est tombée à 1 000 contre quatre fois plus en 2019.

Adrien Bacon